



Communiqué de presse

Sous embargo jusqu'au 11 avril 2023 à 7h

Législation européenne Bien-être animal :

Députés et ONG interpellent, ensemble devant l'Assemblée nationale, le ministre de l'Agriculture pour une révision à la hauteur des enjeux actuels !

Paris, le 11 avril 2023 – Alors que se joue actuellement la révision de toute la législation européenne pour améliorer le bien-être des animaux d'élevage, 7 ONG de protection animale ont donné rendez-vous aux députés français de tous partis politiques, aujourd'hui devant l'Assemblée nationale pour interpellier, ensemble, le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, afin qu'il soutienne à Bruxelles une révision complète et ambitieuse. Face aux réticences fortes des acteurs de l'agro-industrie et à la frilosité du ministre, les ONG veulent également faire valoir les attentes du grand public (nouveau sondage éloquent) et des parlementaires dans le débat. Cette révision est une occasion historique pour engager la transition nécessaire de nos systèmes d'élevage ; elle ne doit pas passer à côté des enjeux actuels. Le soutien de la France est crucial.



1/ Un soutien massif des Français à la révision de la législation européenne pour améliorer le bien-être des animaux d'élevage et ce, quelles que soient leurs convictions politiques !

Une enquête IFOP réalisée les 8 et 9 mars 2023 montre l'adhésion massive des Français concernant la révision de la législation européenne pour améliorer le bien-être des animaux.

L'adhésion est plus marquée encore pour les Français proches de la majorité présidentielle (parti « Renaissance ») et ceux proches des partis de gauche (« France Insoumise », « Le Parti Socialiste », « Europe Ecologie Les Verts »), avec respectivement :

- 92% des Français proches de la majorité présidentielle et 91% des Français proches des partis de gauche qui soutiennent la mise en place de l'étiquetage obligatoire
- 90% et 91% qui soutiennent l'interdiction de l'élevage en cage dans toute l'UE
- 83% et 87% qui soutiennent l'interdiction des transports sur de longues distances pour les animaux vivants
- 84% et 81% qui soutiennent l'amélioration des conditions d'abattage des poissons

Cette adhésion à une révision ambitieuse de la législation européenne sur la protection animale est très forte **chez tous les Français, quelles que soient leurs convictions politiques**, et même auprès des Français qui n'ont aucune sympathie partisane ([résultats détaillés](#) du sondage IFOP)

2/ Députés et ONG se réunissent aujourd'hui à 14h devant l'Assemblée nationale pour interpeller, ensemble, le ministre de l'Agriculture !

Ces prochains mois sont décisifs pour obtenir une révision à la hausse de la législation européenne sur la protection animale. La publication des propositions législatives est prévue pour septembre/octobre 2023 et **la Commission européenne s'apprête à partager en interne sa première copie.**

7 ONG de protection animale (CIWF France, Fondation Brigitte Bardot, LFDA, Welfarm, OABA, QUATRE PATTES et CAP) **sont préoccupées par le positionnement de la France. Concernant l'interdiction de l'élevage en cage** par exemple, [la France est très en retard](#) par rapport à ses voisins européens qui, eux, ont davantage anticipé l'inéluctable « transition hors-cage ». Quant à la possibilité **d'interdire les exportations d'animaux vivants vers les pays tiers de l'UE** (Algérie, Israël,...), la France s'est illustrée en s'y opposant, avec 7 autres pays européens, dans une note de position discutée lors d'une réunion du Conseil des ministres européens AGRIFISH le 30 janvier dernier. Tout récemment, vendredi 10 mars, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a de nouveau envoyé un mauvais signal lors de l'ouverture (très tardive) des concertations organisées dans le cadre de cette révision auprès des représentants des différentes filières, divers organismes professionnels et des associations de protection animale en écartant la thématique de **la protection animale lors de l'abattage.**

Ces ONG donnent rendez-vous aux députés français de tous partis politiques devant l'Assemblée nationale, sur la place du Président-Edouard-Herriot, **pour interpeller, ensemble, le ministre de l'Agriculture** et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, **afin qu'il écoute les Français et soutienne une révision ambitieuse et complète** de la législation européenne en matière de protection des animaux d'élevage.

Une installation symbolisant les millions d'animaux concernés par cette révision sera mise en place **grâce au soutien des citoyens qui ont, eux aussi, tenu à adresser un message à leur ministre.**

À 14h, ONG et députés prendront la parole pour rappeler les enjeux de différents volets de cette législation et pour réaffirmer combien le soutien de la France est crucial pour que cette révision soit à la hauteur des enjeux.

Contacts Presse

CIWF France : laetitia.dinault@ciwf.fr / 06 26 07 55 43

Welfarm : presse@welfarm.fr

OABA : communication@oaba.fr

QUATRE PATTES : cecilia.lim@quatre-pattes.org

LFDA : communication@fondation-droit-animal.org